Niveau(x) d'enseignement: 9 Numéro EDUQ : 9570361
Centre d'intérêt: 910

Trudel, Lina.

Apprendre à l'âge adulte : guide de consultation et d'animation / [rédaction, Lina Trudel, Marie Leclerc]. -- Montréal : Institut canadien d'éducation des adultes, 1994.
54 p. ; 22 cm.

Titre de la couv.

ISBN 2-89108-023-8

Vedette(s)-secondaire(s): Leclerc, Marie * Institut canadien d'éducation des adultes

Descripteur(s): Apprentissage de l'adulte * Scolarisation * Politique gouvernementale * Financement * Organisation administrative * Médias * Alphabétisation * Guide * Education des adultes

Outil pour faciliter la réflexion et la discussion sur les enjeux et défis qui confrontent l'éducation des adultes à l'aube du troisième millénaire. Il comporte trois grands volets: les mutations et les nouveaux défis pour l'éducation des adultes; les politiques, le financement et l'organisation de l'éducation des adultes; les autres lieux et moyens d'éducation tels les médias et le milieu associatif. Chaque volet se termine par une série de questions visant à vérifier la pertinence de l'analyse ainsi qu'à recevoir des avis sur les enjeux prioritaires et les grandes orientations à privilégier.

Apprendre à l'âge adulte

Guide de consultation
et
d'animation

Institut canadien d'éducation des adultes
5225, rue Berri, bureau 300,
Montréal (Québec) H2J 2S4

15 70361

Coordination: Lina Trudel

Rédaction: Lina Trudel
Marie Leclerc

Collaboration
à la rédaction: Gaétan Beaudet
Bernard Vallée

Révision: Marie Leclerc

Traitement de texte
et mise en page: Éliette Beaulieu

Dépôt légal: 2e trimestre 1994, Bibliothèque nationale du Québec et Bibliothèque nationale du Canada.

ISBN 2-89108-023-8

©Institut canadien d'éducation des adultes
5225 rue Berri, bureau 300, Montréal,
(Québec). H2J 2S4

Dans ce document, nous nous sommes efforcés dans les limites du possible d'utiliser les formes féminine et masculine, en plus de termes génériques, afin de référer explicitement autant aux femmes qu'aux hommes.

Tous droits de traduction et d'adaptation réservés. La reproduction d'un extrait quelconque de ce document par photocopie est fortement encouragée, à condition d'en indiquer la source.

Guide de consultation

Présentation

Ce document d'animation et de consultation se veut un outil pour faciliter la réflexion et la discussion sur les enjeux et les défis qui confrontent l'éducation des adultes à l'aube du 3e millénaire. Sur la base du document de travail préparé par l'ICEA, intitulé Apprendre à l'âge adulte. État de situation et nouveaux défis, nous avons dégagé les principaux faits marquants et enjeux qui découlent de cette analyse de situation. Chaque volet du document se termine par une série de questions visant à vérifier la pertinence de l'analyse, à la compléter et la bonifier ainsi qu'à recevoir des avis sur les enjeux prioritaires et les grandes orientations à privilégier.

Ce guide comporte trois grands volets:

- ✓ Les mutations et les nouveaux défis pour l'éducation des adultes
- ✓ Les politiques, le financement et l'organisation de l'éducation des adultes
- ✓ Les autres lieux et moyens d'éducation, tels les médias et le milieu associatif

La production de ce guide s'inscrit dans un processus plus large de réflexion et de consultation que l'Institut a décidé d'amorcer, il y a environ un an. En raison des transformations importantes ayant marqué l'évolution de l'éducation des adultes ces dernières années, l'ICEA a senti le besoin de faire le point, et de tenter de se donner, en collaboration avec ses partenaires, une nouvelle vision d'ensemble de la problématique de l'éducation des adultes permettant d'identifier les lignes directrices sur lesquelles fonder un nouveau modèle de développement. Cette démarche de réflexion et de consultation vise plus précisément à:

et d'animation

- ☞ *Mettre en commun le diagnostic de la situation. Identifier les tendances actuelles de développement et les nouveaux enjeux.*
- ☞ *Décloisonner les approches, les problématiques, les systèmes et les lieux de formation.*
- ☞ *Remettre les adultes au centre des préoccupations et des solutions.*
- ☞ *Constituer une force de proposition collective dans le domaine de l'éducation des adultes pris dans son sens large.*

Ce processus de réflexion aboutira à l'adoption, lors d'une prochaine assemblée générale de l'ICEA, de nouvelles orientations sur l'éducation des adultes. Il comporte les étapes suivantes:

1. *La production d'un document d'analyse et de consultation.*
2. *Une réflexion au sein des instances de l'ICEA.*
3. *L'organisation de rencontres de consultation en collaboration avec des intervenantes et intervenants des divers réseaux.*
4. *Rédaction d'un document d'analyse et d'orientation.*
5. *Adoption de nouvelles orientations en assemblée générale de l'ICEA.*

Cette démarche de réflexion large et approfondie est sans doute exigeante, mais nous croyons que l'ampleur des problèmes et des mutations actuelles commande un examen sérieux de la situation et une bonne dose d'ouverture et d'imagination pour renouveler la pensée et identifier de nouvelles solutions.

Mutations et

Rappel
principaux faits marquants

UNE ÈRE DE MUTATIONS

✓ Bien que nos sociétés traversent une période de crise sans précédent, marquée par l'exclusion d'un nombre croissant de personnes, nous faisons face davantage à un phénomène de mutations qu'à des crises à surmonter.

✓ Cette ère de mutations se caractérise par le fait que nous sommes passés d'une société industrielle à une société de l'information, dans laquelle la connaissance constitue le principal facteur de croissance.

Enjeux pour
les adultes et la société

DES FINALITÉS HUMANISTES ET DÉMOCRATIQUES

✓ La croissance économique et le progrès scientifique sont devenus des fins en soi. Les individus et les sociétés devront reprendre en main le contrôle de leur développement et orienter les progrès scientifiques en fonction de finalités humanistes et démocratiques.

✓ L'ampleur des mutations et des transformations en cours, tant dans les domaines de la vie sociale et du développement économique et technologique que de la culture, nous obligent à repenser la mission globale de l'école. Il nous faut, de ce fait, revoir les liens entre la formation initiale et l'éducation des adultes, entre les études et le travail, ainsi que les interactions entre l'éducation et la qualité de la vie sociale et démocratique.

✓ Afin que ces transformations à apporter au système d'éducation puissent bénéficier aux personnes, il faudra y associer les principaux intervenants, en commençant notamment par le personnel de l'enseignement.

RAPPEL

RÉVOLUTION SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE

- ✓ Les connaissances et les technologies se renouvellent rapidement. Certains affirment que les connaissances doublent environ tous les dix ans.
- ✓ La convergence des technologies de l'information, des télécommunications et de l'audiovisuel permet des applications spectaculaires dans les domaines du téléenseignement, du télétravail et de l'autoformation.
- ✓ Les nouvelles technologies de l'information et des communications (NTIC) transforment le mode d'acquisition et de transmission des connaissances.
- ✓ L'évolution rapide des techniques contribue à modifier les systèmes de valeurs.

ENJEUX

RÉVOLUTION SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE

- ✓ Les personnes seront obligées de constamment mettre à jour leurs connaissances et leurs savoir faire. L'éducation des adultes prend une importance accrue.
- ✓ La formation initiale devra être axée davantage sur la formation fondamentale plutôt que sur la transmission de connaissances.
- ✓ L'accès au savoir et à l'information ainsi que la capacité de les traiter deviennent des facteurs clés de réussite personnelle et de progrès social.
- ✓ L'école devra favoriser davantage le développement d'une culture scientifique et technologique. L'intégration des nouvelles technologies de l'information et des communications dans le système scolaire devient une condition indispensable pour développer une plus grande compétence technologique.
- ✓ En favorisant une meilleure utilisation des nouvelles technologies des communications à l'école, en collaboration avec les médias, le système d'éducation pourrait contribuer à contrer l'établissement d'une société à deux vitesses sur le plan de l'accès à l'information et au savoir.
- ✓ Le débat éthique doit s'élargir pour inclure les nouvelles technologies et leurs usages sociaux.

RAPPEL

TRANSFORMATIONS DU MARCHÉ DU TRAVAIL

✓ Dans le contexte de la restructuration de l'économie en regard de la mondialisation de la production et des échanges commerciaux, le marché du travail est en réorganisation sur une base quasi permanente.

✓ Sous l'effet des transformations technologiques et de la restructuration des entreprises, le marché du travail évolue vers une dualisation des emplois et de la qualification de la main-d'oeuvre. On retrouve, d'une part, des emplois stables, bien rémunérés et exigeant un niveau élevé de qualification et, d'autre part, des emplois à statut précaire, moins bien rémunérés et exigeant une qualification moindre

✓ L'implantation rapide des nouvelles technologies transforme la nature des emplois.

Dans les sociétés développées, 60% des personnes occupent des emplois liés au traitement de l'information et des connaissances

Ces technologies éliminent une grande partie du travail manuel et répétitif. Dans une deuxième phase, elles éliminent aussi une partie croissante du travail intellectuel. La quantité d'emplois plus qualifiés qu'elles engendrent est inférieure à celle qu'elles font disparaître.

✓ L'intégration de l'informatique et des télécommunications rend possible la mondialisation des échanges et la relocalisation des entreprises, notamment dans les pays où la main-d'oeuvre est bon marché.

✓ Ces innovations permettent aussi le passage d'une économie de production de masse à une économie à valeur ajoutée, qui mise davantage sur le savoir, la recherche et l'innovation.

ENJEUX

TRANSFORMATIONS DU MARCHÉ DU TRAVAIL

✓ Il y a exclusion d'un nombre croissant de personnes du marché du travail. Le processus de dualisation du marché du travail se caractérise par l'accroissement simultané de la demande de travailleuses et de travailleurs ayant une scolarité supérieure au secondaire et d'emplois précaires exigeant peu de qualification.

✓ Les changements survenus dans l'organisation du travail et l'émergence de nouveaux modes de gestion entraînent une tendance marquée à l'allongement de la formation de base. La moitié des emplois créés en l'an 2 000 exigeront plus de 17 années de scolarité. Les besoins de formation s'avèrent de plus en plus larges et de moins en moins spécialisés.

✓ Les entreprises expriment de plus en plus la nécessité d'une formation de base large et solide. Elles devront aussi accorder une plus grande importance à la recherche et à l'innovation scientifique et technologique.

✓ La population adulte est confrontée aux exigences croissantes de qualifications du marché du travail et à la nécessité de constamment se perfectionner, se recycler, ou encore de retourner aux études pour se réorienter professionnellement.

✓ L'on devrait favoriser un accès beaucoup plus large des adultes à l'éducation, plutôt que de réduire les services aux adultes comme c'est le cas présentement.

✓ On assiste à une importante transformation de la formation professionnelle et à des efforts réitérés de revalorisation de celle-ci auprès des jeunes et des adultes. En conséquence, les rapports entre l'école et le travail doivent être repensés.

RAPPEL

TRANSFORMATION DU RÔLE DE L'ÉTAT

- ✓ La remise en question du rôle de l'État et la soumission de ses politiques aux impératifs de la croissance économique sont au coeur des déséquilibres actuels de nos sociétés.

- ✓ On assiste à une remise en question de la redistribution de la richesse par l'État-providence au moyen des politiques fiscales et de sécurité du revenu.

- ✓ Dans les domaines de la culture, de l'éducation et des affaires sociales, les gouvernements adoptent des orientations visant à réduire les coûts des programmes et des services publics.

- ✓ Les gouvernements favorisent la mise sur pied d'un marché privé de la formation, ce qui a pour effet de développer des attitudes [illegible] de la part des institutions d'enseignement livrées de plus en plus aux «lois du marché».

- ✓ Au lieu de soutenir activement le développement de nouveaux emplois et la réduction des disparités régionales, l'État devient un «État accompagnateur» du développement laissé à l'entreprise privée et aux forces du marché. Il adopte des politiques faisant en sorte de renvoyer aux communautés locales et régionales la responsabilité de leur développement.

ENJEUX

TRANSFORMATION DU RÔLE DE L'ÉTAT

- ✓ La révision des politiques sociales et éducatives en regard des politiques du travail annonce un bouleversement des principes d'universalité et d'équité garantis par l'État-providence jusqu'à maintenant.

- ✓ Il revient à l'État de concevoir une politique éducative d'ensemble pouvant concilier les divers enjeux de société et le bien-être des personnes. Les sociétés qui seront capables de concevoir un nouveau projet d'éducation et de société pouvant redonner un sens plus général à la vie et plus de dignité aux personnes seront probablement les plus en mesure de faire face aux défis de la globalisation et de la société d'information.

- ✓ Si l'État doit partager avec d'autres partenaires sociaux et économiques la responsabilité de l'éducation, il doit aussi veiller à ce que l'ensemble des services soient largement accessibles et s'attaquer aux divers mécanismes qui, actuellement, favorisent davantage l'exclusion qu'une véritable insertion sociale et professionnelle.

- ✓ Le développement des communautés locales et régionales risque de reposer de plus en plus sur leur capacité de prise en charge dans un contexte de diminution des ressources budgétaires.

RAPPEL

TRANSFORMATIONS DES RÉALITÉS SOCIALES ET CULTURELLES

La participation à la vie sociale et politique

- ✓ La révolution technologique qui se déploie parallèlement à l'expansion de l'idéologie néolibérale provoque une véritable rupture du contrat social. Le progrès technologique engendre l'exclusion d'un nombre croissant de personnes.

- ✓ Les notions d'intérêt général, de droits et de responsabilités cèdent la place aux principes absolus du libre choix et du libre marché. Les personnes ne sont plus considérées comme étant des citoyennes et des citoyens égaux, mais comme des clients, des consommateurs ou des bénéficiaires. Celles-ci sont invitées à faire des choix en fonction de leur seul bien-être individuel, sans se soucier de l'avenir de leur société et du sort de leur voisin.

- ✓ L'exercice des droits des individus dépendra de plus en plus de leur capacité de payer, alors que leur responsabilité est sollicitée lorsqu'il s'agit de voter, de contribuer à augmenter la productivité et à réduire les dépenses gouvernementales.

- ✓ Avec la mondialisation de l'économie et la centralisation des décisions, les citoyennes et les citoyens ont de moins en moins de prise sur l'organisation de la vie en société. Leur participation, leur implication dans la vie communautaire et associative est de moins en moins soutenue et reconnue par l'État, les médias et l'école.

ENJEUX

TRANSFORMATIONS DES RÉALITÉS SOCIALES ET CULTURELLES

La participation à la vie sociale et culturelle

- ✓ Dans nos sociétés de plus en plus complexes, il existe une interdépendance croissante entre les individus et les sociétés, d'où la nécessité de développer une conscience civique et un plus grand esprit de solidarité.
- ✓ Les individus devraient avoir davantage accès à des informations leur permettant de comprendre les enjeux de ce monde en changement.
- ✓ La société à deux vitesses se manifeste de plus en plus dans les domaines de l'information, de l'accès au savoir et à la vie politique.
- ✓ Pour donner aux individus une plus grande maîtrise sur leur vie et la société, l'école devrait accorder une place beaucoup plus importante à la formation civique et à l'éducation à la démocratie, et cela en collaboration avec les médias.
- ✓ Le rôle éducatif et démocratique des associations devrait faire partie intégrante de la mission éducative de l'État.

⏪ *L'accès des femmes à l'égalité et à l'autonomie*

✓ L'entrée massive des femmes sur le marché du travail a certainement contribué à changer considérablement l'environnement du travail. Dans les domaines des relations entre les hommes et les femmes ainsi que dans celui de la vie familiale et privée, le mouvement d'émancipation des femmes a provoqué une véritable révolution.

✓ La plus grande participation des femmes à la vie publique et économique contribue à interpeller les responsabilités de la société et de l'école à l'égard de l'éducation des enfants.

⏪ *Les changements démographiques*

✓ Le vieillissement de la population est particulièrement accentué au Québec.

✓ La population est de plus en plus pluriethnique. En 1986, 16% de la population du Québec était d'origine autre que française, britannique ou autochtone. 87% des personnes qui immigrent au Québec se retrouvent à Montréal.

✓ La population québécoise est devenue géographiquement très concentrée. Le dépeuplement des régions se poursuit, entraînant une accentuation des disparités régionales.

⏪ *Le temps libéré*

✓ A long terme, le temps libéré par la réduction du temps requis pour effectuer du travail rémunéré et les tâches domestiques devrait contribuer à améliorer la qualité de vie. Le temps consacré au travail rémunéré occupera une place significativement moins importante dans la vie des individus.

⏭ *L'accès des femmes à l'égalité et à l'autonomie*

✓ L'école, les médias, les milieux de travail et les associations devraient aussi prendre davantage en compte les transformations sociales provoquées par le processus d'accession des femmes à l'égalité et à l'autonomie.

⏭ *Les changements démographiques*

✓ Le vieillissement de la population induit des besoins accrus de perfectionnement et de recyclage.

✓ L'école et les médias ont un rôle clé à jouer relativement à l'intégration des immigrantes et des immigrants.

✓ L'accès à des services d'éducation et d'information de qualité, ainsi qu'à des outils de développement culturel, représente un facteur capital de revitalisation des régions et d'égalisation des chances.

⏭ *Le temps libéré*

✓ De nouveaux modes de vie se mettent en place et susciteront de nouveaux besoins de formation. L'individu voudra se réaliser dans des activités plus diversifiées.

✓ L'augmentation du temps libre est aussi un phénomène relié au vieillissement de la population et à l'avancement de l'âge de la retraite. Cette situation est actuellement vécue davantage sur le mode de l'exclusion et de l'isolement que sur celui de la libération et de la réalisation personnelle dans des activités diversifiées et stimulantes.

⏪ *L'omniprésence des médias*

✓ La consommation des médias, et particulièrement l'écoute de la télévision, constitue l'une des principales activités humaines. Notre imaginaire collectif, nos valeurs et nos modèles de comportement sont de plus en plus façonnés par les médias.

✓ Les individus étant de plus en plus éloignés des centres de décisions, ils dépendent essentiellement des médias pour s'informer. Les médias constituent une école parallèle. Il existe des liens étroits entre la qualité de la vie sociale et démocratique et celle des médias.

✓ Pour que le temps libéré soit vécu sur le mode du partage, de la solidarité et de la réalisation personnelle, il faudra revoir l'organisation de la vie en société et remettre en question les valeurs productivistes qui dominent actuellement. Il faudra en quelque sorte se donner un nouveau projet de société axé sur le partage du pouvoir, des richesses, du savoir, du travail et du temps libre.

⏭ *L'omniprésence des médias*

✓ L'interaction entre les médias, les associations et l'école pourrait permettre de supporter les individus dans leur désir de se réaliser dans des activités plus diversifiées.

✓ L'école et les médias auront aussi à favoriser le développement d'une conscience collective chez les personnes, de même que des habiletés et des compétences à prendre en charge l'organisation et la gestion de la vie en société.

QUESTIONNEMENT

Dans cette première partie, nous avons mis en lumière un certain nombre de faits qui caractérisent les grandes mutations scientifique, sociales et économiques. Ces transformations globales et profondes induisent de nouveaux besoins de formation continue et nous obligent à repenser l'ensemble du système d'enseignement.

- Partagez-vous cette analyse?
- Quels enjeux pour l'éducation des adultes vous apparaissent les plus importants?
- Dans le cadre politique et économique actuel, est-il possible de déborder la problématique de la scolarisation et de l'adaptation de la main-d'oeuvre?

Cette analyse des transformations en cours met aussi en évidence les interactions de plus en plus étroites entre les différentes problématiques: entre l'éducation, l'information, le travail et la vie démocratique. Si le système d'enseignement doit assumer un leadership important en éducation, il devra aussi partager davantage cette responsabilité avec d'autres institutions et organismes.

- Est-ce que le partenariat qui se développe avec les entreprises vous apparaît constituer un pas dans la bonne direction?
- En tant que service public essentiel, les institutions d'enseignement devraient-elles collaborer avec un éventail plus large de partenaires et, pour ce faire, revenir à la notion de service à la collectivité?

- Dans ce document, nous affirmons que la révolution scientifique et technologique actuelle transforme les modes de production, d'acquisition et de transmission des connaissances.

  ☞ Partagez-vous cette analyse?

  ☞ Quelles pistes d'orientations prioritaires faut-il en dégager pour de nouvelles politiques éducatives auprès des jeunes et des adultes?

- Le développement d'une culture scientifique et technologique, de même que l'éducation à la vie démocratique, font-ils réellement partie des nouvelles priorités que le système d'enseignement entend assumer?

  ☞ Comment intégrer ces problématiques et développer ces nouvelles compétences?

RAPPEL

SCOLARISATION ET PARTICIPATION DES ADULTES À LA FORMATION

⏮ *Scolarisation*

✓ *Formation de base (alphabétisation et formation générale)*

D'après le recensement de 1986, 43,7% des adultes n'ont ni DES ni diplôme dans un métier, et 20% des adultes ont moins de 9 ans de scolarité.

19% sont analphabètes complets ou fonctionnels et 46% ont des capacités insuffisantes en calcul. 5% des adultes ne comprennent ni le français, ni l'anglais. (Statistique Canada, 1989)

✓ *Formation professionnelle de base*

La majorité des adultes en emploi n'ont pas suivi une formation professionnelle structurée et reconnue sur le marché du travail. Et la très grande majorité des personnes sans emploi n'ont pas suivi de formation professionnelle de base.

70% de la main-d'oeuvre de l'an 2 000 est déjà sortie de l'école. (Conseil supérieur de l'éducation, 1994)

ENJEUX

SCOLARISATION ET PARTICIPATION DES ADULTES À LA FORMATION

⏭ *Scolarisation*

✓ *Formation de base (alphabétisation et formation générale)*

Les personnes peu instruites ont subi la plus forte augmentation du taux de chômage comme la plus forte diminution de revenu.

Leur capacité d'acquisition des outils de formation continue et de perfectionnement est réduite. Il faudra revoir les modalités d'accès à la formation professionnelle pour ces personnes.

Face aux défis sociaux, culturels et économiques à relever, la capacité de la société d'améliorer rapidement les compétences de sa population active.

Le faible taux de scolarité de la population adulte montre l'importance de soutenir l'éducation des adultes et d'assurer son développement.

✓ *Formation professionnelle de base*

Le marché du travail connaît des pénuries de main-d'oeuvre qualifiée.

La mobilité et la capacité d'adaptation de la main-d'oeuvre sont faibles et doivent être améliorées.

Le faible niveau de formation de base de la population indique l'ampleur du défi du perfectionnement.

⏪ *Participation à la formation*

✓ *En général*

Selon une enquête de Statistique Canada, 27% de la population canadienne âgée de plus de 17 ans a participé en 1991 à des activités d'éducation des adultes, en comparaison de 20% dix ans plus tôt.

Plus une personne est scolarisée, plus elle est susceptible de participer à un programme d'éducation des adultes.

La motivation première de la participation à des activités de formation est le retour, le maintien ou la progression en emploi.

Il y a augmentation des besoins de formation liés à la participation sociale.

✓ *Commissions scolaires*

En nombre croissant à l'école, les adultes représentent 20,5% des effectifs réguliers et 90% de la population étudiante en formation professionnelle. (MEQ, 1993)

35% des adultes qui fréquentent les commissions scolaires sont prestataires de l'aide sociale et «participent» aux mesures obligatoires du programme [illegible], volet rattrapage scolaire. (CEQ, 1992) Les conditions de vie de ces personnes se sont détériorées: elles connaissent la pauvreté, l'exclusion.

✓ *Cégeps*

Les personnes adultes sont en progression constante dans les effectifs au niveau collégial.

10% sont inscrites en formation générale, surtout à temps complet. Les adultes se retrouvent surtout en formation technique à temps partiel, et de plus en plus en formation sur mesure. (MESS, 1993)

⏭ *Participation à la formation*

✓ *En général*

La capacité du système d'éducation d'accueillir les adultes est limitée par les mesures budgétaires de contingentement des effectifs.

L'hétérogénéité des clientèles, particulièrement la présence des jeunes décrocheurs, affecte les approches adaptées aux caractéristiques des adultes.

Les mesures coercitives sapent la motivation des adultes et le caractère volontaire des apprentissages.

La diminution des ressources d'encadrement et de soutien affecte la réussite des adultes dont les conditions d'apprentissage sont difficiles.

La mission du système d'éducation ne doit pas être confinée à la scolarisation et à des objectifs exclusivement économiques. Elle devrait favoriser la participation à la vie démocratique et la formation à la citoyenneté.

✓ *Éducation populaire et formation syndicale*

On assiste à une croissance considérable des organismes volontaires de défense des droits et de services à la population ainsi qu'à une extension des champs d'intervention de ces groupes qui débordent le domaine social pour englober l'économique.

L'action éducative de ces organismes (communautaires et syndicaux) pour soutenir l'action collective des milieux connaît un développement important, face à des problématiques de plus en plus complexes.

Les services à la communauté diminuent dans les institutions d'enseignement (commissions scolaires et cégeps).

Le MEQ se dégage de sa responsabilité vis-à-vis l'éducation non formelle et privilégie une approche scolarisante.

✓ *Éducation populaire et formation syndicale*

La capacité des mouvements sociaux de développer leur intervention éducative est limitée par l'absence de reconnaissance sociale et par les compressions budgétaires.

RAPPEL

L'ÉTAT ET SES POLITIQUES EN REDÉFINITION

Les gouvernements adaptent leurs stratégies

✓ Les gouvernements sont amenés à soutenir le processus d'adaptation du marché du travail, notamment en apportant une aide accrue à l'innovation et aux transformations technologiques.

✓ La révision globale des stratégies gouvernementales en appui à l'essor de l'économie recouvre un champ très vaste incluant le domaine de la sécurité sociale, les politiques éducatives et les politiques et programmes de développement de la main-d'oeuvre.

... le cadre des politiques sociales

✓ La notion de «filet de sécurité» est remplacée par celle de «mesures actives», c'est-à-dire de mesures incitatives ou contraignantes visant l'intégration en emploi.

✓ Le développement de l'employabilité, la création des corporations intermédiaires de travail et l'évolution du régime d'assurance-chômage vers un régime d'«assistance-chômage» font partie de cette réorientation.

... le cadre des politiques en éducation et en développement de la main-d'oeuvre

✓ La refonte des politiques éducatives vise à ajuster l'offre de main-d'oeuvre à la demande du marché du travail et à assurer une plus grande adéquation entre les programmes de formation et les besoins des entreprises.

ENJEUX

L'ÉTAT ET SES POLITIQUES EN REDÉFINITION

Des stratégies à réviser

✓ La refonte des politiques éducatives qui est en cours aura des conséquences énormes sur l'accès à la formation et à des conditions d'apprentissage adaptées aux adultes.

✓ Les «mesures actives» d'incitation ou de contrainte à la formation reliée à l'emploi risquent de se généraliser pour un nombre croissant de personnes, incluant le bénévolat forcé des personnes assistées sociales et éventuellement des personnes en chômage temporaire.

✓ Rien n'assure que ces populations pourront participer à définir ou à «négocier» les objectifs et le cadre de réalisation de leurs activités d'apprentissage ou de leur implication dans la communauté.

✓ La perspective fédérale d'articulation des systèmes d'éducation des provinces en un système de formation continue nécessite l'élargissement du débat autour des enjeux du développement de la main-d'oeuvre et de l'éducation des adultes. Un tel débat doit inclure le rôle de la formation générale dans la définition de la compétence professionnelle, les différents modes et lieux d'acquisition des compétences et la forme de partenariat à établir entre les systèmes d'éducation et tous les partenaires concernés.

⏪ *Des orientations convergentes*

- ✓ L'éducation des adultes se trouve sur-déterminée par l'évolution de l'économie. Cela se manifeste principalement dans la tendance dominante à privilégier l'objectif d'adaptation de la main-d'oeuvre et la réponse aux besoins à court terme du marché du travail.

- ✓ Le gouvernement fédéral a élaboré une stratégie de mise en valeur de la main-d'oeuvre afin d'éviter les pénuries de main-d'oeuvre spécialisée et d'améliorer l'employabilité des personnes peu qualifiées.

- ✓ Le gouvernement québécois a rendu public un Énoncé de politique de développement de la main-d'oeuvre en convergence avec les orientations du gouvernement fédéral.

- ✓ Une stratégie pour développer une culture de formation dans les entreprises a été mise en place, au Québec comme au Canada. En dépit du fait que les gouvernements investissent de plus en plus dans le développement des ressources humaines, les entreprises ont peu recours aux programmes de formation et s'impliquent encore trop peu dans la formation de leur personnel.

⏭ *Des choix de société à rectifier*

✓ Les orientations gouvernementales sont dictées par des besoins réels de régulation de l'économie. Elles impliquent cependant des choix de société majeurs, car elles viennent redéfinir le cadre éducatif global.

✓ En l'absence de projet social qui les oriente et les supporte, elles s'opèrent au détriment des dimensions culturelles et sociales dans la mission éducative de l'État.

✓ On devra mettre en oeuvre des stratégies permettant d'accroître la responsabilisation des entreprises à l'égard de la formation.

RAPPEL

LA STRUCTURE DE L'ÉDUCATION DES ADULTES

Un partage de pouvoirs sans cohérence réelle

- ✓ Le contentieux constitutionnel perdure entre le Québec et le gouvernement fédéral, en ce qui concerne la formation et le développement de la main-d'oeuvre.
- ✓ Au Québec, l'attribution d'une mission de service au ministère de l'Éducation à l'égard du ministère responsable de la main-d'oeuvre et de la formation professionnelle a consacré la perte de leadership et de vision des réseaux éducatifs et a donné le coup d'envoi au démantèlement des structures de coordination en éducation des adultes.

Deux réseaux, deux visions?

- ✓ Les réseaux de l'éducation tendent à devenir de plus en plus de simples fournisseurs de services à la remorque des demandes à court terme du marché du travail.
- ✓ De leur côté, les réseaux de développement de la main-d'oeuvre visent principalement l'adaptation rapide de la main-d'oeuvre aux besoins du marché du travail en restructuration. Ils se trouvent souvent coupés d'une vision plus large des besoins éducatifs.

ENJEUX

LA STRUCTURE DE L'ÉDUCATION DES ADULTES

⏩ *Un partage de pouvoirs à rééquilibrer*

✓ Le rapatriement au Québec de tous les programmes et budgets fédéraux en formation professionnelle et la mise en place d'un guichet unique d'accès ne font pas l'objet d'avancées réelles.

✓ Rien n'est encore réglé des problèmes de chevauchements entre les programmes et les services des deux réseaux.

✓ Dans le but d'assurer une plus grande cohérence des interventions éducatives auprès de la population étudiante jeune et adulte, une nouvelle redistribution des responsabilités des divers ministères impliqués en éducation doit être envisagée.

⏩ *Deux réseaux, deux visions?*

✓ Une vision plus large des besoins éducatifs s'impose, tant pour le réseau des institutions d'enseignement que pour le réseau de développement de la main-d'oeuvre.

✓ Le MEQ ne doit plus être considéré comme un simple fournisseur de services, à la remorque des demandes à court terme du marché du travail.

⏪ *Une coordination inopérante*

- ✓ Du repartage des responsabilités a aussi découlé la mise sur pied d'une structure de coordination et de gestion des programmes de formation, appelée Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre.
- ✓ Cette structure constitue une nouvelle forme de partenariat qui accorde une place prépondérante au patronat et aux syndicats, mais qui marginalise les organismes de formation et le secteur communautaire.
- ✓ Les programmes d'employabilité ont, pour l'essentiel, été exclus de cette structure.

⏩ *Une coordination à rétablir*

- ✓ La SQDM constituera une «coquille vide» tant et aussi longtemps que le Québec n'aura pas réussi à récupérer du gouvernement fédéral les fonds de la caisse d'assurance-chômage dont il vise à contrôler la gestion.

- ✓ Un véritable partenariat en développement de la main-d'oeuvre devrait inclure le secteur communautaire et les organismes de formation.

- ✓ Les populations démunies ont des besoins qui dépassent largement les perspectives qui leur sont offertes en formation. Les programmes d'insertion en emploi doivent être intégrés dans une structure d'ensemble de gestion.

- ✓ En dépit de la qualité du travail d'accueil, d'accompagnement et de référence réalisé dans les réseaux d'employabilité, la notion d'employabilité fait problème dans un contexte d'absence de création d'emplois durables et fait porter la responsabilité du chômage sur les individus. Par surcroît, certaines mesures participent directement au cercle vicieux de l'exclusion et de la marginalité à l'intérieur du développement économique et social.

- ✓ La formation ne saurait être la seule réponse au problème de l'insertion sociale et professionnelle.

RAPPEL

L'ORGANISATION DE LA FORMATION

La dualisation en éducation

- ✓ Les orientations des gouvernements en adaptation de la main-d'oeuvre ont concouru au processus de dualisation de la société en établissant deux filières d'intervention: la formation qualifiante pour les personnes qui ont déjà une qualification reconnue et le développement de l'employabilité pour les personnes peu qualifiées, sans emploi ou qui reçoivent des prestations de l'État.

- ✓ Le cercle vicieux de l'exclusion et de la marginalité est en partie entretenu par les mesures d'employabilité et les formations de courte durée non qualifiantes dans les réseaux scolaire et collégial.

- ✓ Afin de répondre aux besoins des entreprises, les gouvernements ont favorisé l'essor de la formation sur mesure, au détriment de l'accès à des programmes de formation générale et professionnelle plus complets. L'émergence d'un marché de la formation met en concurrence les firmes privées et les établissements publics, et renforce l'impératif, pour ces derniers, de réorganiser les services en conséquence.

- ✓ Il s'en suit un déséquilibre dans l'offre globale de formation, entre temps plein et temps partiel, formation créditée et non créditée, formation générale et professionnelle, etc.

ENJEUX

L'ORGANISATION DE LA FORMATION

⏭ *Pour contrer la dualisation en éducation*

- ✓ Le concept de formation continue peut être appliqué de façon réductrice comme il peut recouvrir différents types de formation. Il gagnerait à être redéfini et précisé, de même que la notion d'adulte aujourd'hui.

- ✓ Une plus grande interaction est à développer entre la formation générale, la formation professionnelle et la formation à la citoyenneté de façon à permettre aux adultes d'intégrer les nouvelles compétences nécessaires pour vivre en société aujourd'hui.

- ✓ L'objectif général de relèvement des compétences de la main-d'oeuvre ne doit plus donner lieu à un traitement différencié selon les «clientèles» ni à l'exclusion des populations les plus démunies.

- ✓ Les difficultés des gouvernements et du marché du travail de planifier à moyen terme en main-d'oeuvre devraient inciter les entreprises et les réseaux de formation à favoriser l'accès à une formation de base large, polyvalente et transférable, pour toutes et tous.

Une conception utilitariste de la formation

✓ Il se produit un renversement de perspectives en éducation des adultes. On assiste à la montée d'une conception plus utilitaire de l'éducation, qui préconise une formation axée sur l'acquisition de compétences en fonction du marché du travail, mise en opposition à la conception «qualifiante».

✓ Cette conception utilitariste préside à la révision des programmes des institutions d'enseignement et des structures de développement de la main-d'oeuvre à partir de l'«approche par compétences», pour les jeunes comme pour les adultes,

La formation continue dans les établissements

✓ Dans le système d'éducation, l'éducation des adultes semble de plus en plus considérée dans sa fonction de rattrapage d'une scolarité manquante en vue de l'obtention d'un diplôme et de moins en moins dans ses autres fonctions de formation continue, comme: l'apprentissage fonctionnel, l'exploration de nouveaux savoirs, le développement de compétences sociales et civiques, etc.

✓ Les réformes récentes en éducation préconisent l'harmonisation de l'éducation des adultes à celle des jeunes et accordent la priorité aux formations scolarisantes.

✓ En dépit des orientations faisant de la réussite scolaire un objectif prioritaire, l'absence de mesures adéquates de soutien et d'encadrement de la formation constitue un obstacle à l'apprentissage des adultes.

✓ L'intégration de la formation professionnelle entre les ordres d'enseignement devrait favoriser l'établissement de passerelles et le développement de la reconnaissance des acquis et des compétences, autant pour les jeunes que pour les adultes.

⏩ *Pour une vision plus large des besoins éducatifs*

✓ Tout en reconnaissant la valeur de l'approche par compétences pour la reconnaissance des apprentissages, la formation offerte doit reposer sur des bases assez larges et favoriser l'intégration des compétences acquises.

✓ Un nouvel équilibre est à trouver entre la conception utilitaire de l'éducation et les besoins de formation plus fondamentaux des adultes, qui font face à des changements en profondeur tant dans leur cadre de vie que dans les milieux de travail

⏩ *La formation continue dans les établissements*

✓ L'éducation des adultes ne doit pas devenir un simple palliatif à la difficulté du secteur des jeunes à mener tous ses élèves à la réussite scolaire.

✓ Un débat public s'impose concernant la mission des institutions en éducation des adultes et la mise en oeuvre de services adaptés en réponse aux besoins de formation continue des adultes.

✓ La compétition qui s'est instaurée entre les institutions d'enseignement devra évoluer vers une complémentarité et une forme de partenariat pour l'accès à une formation de qualité.

✓ L'intégration de la formation professionnelle ne règle pas les problèmes d'accès à une formation qualifiante et transférable dans le cas des formations de courte durée, au niveau secondaire comme au collégial.

L'offre de formation en adaptation de la main-d'oeuvre

- ✓ Les programmes de formation de la main-d'oeuvre sont sous la responsabilité de la SQDM et sont axés essentiellement sur le développement des ressources humaines. Ils s'adressent aux personnes en emploi et à celles qui sont sans emploi qui peuvent intégrer ou réintégrer rapidement le marché du travail.

- ✓ Les programmes de formation en entreprise et la formation sur mesure donnée en établissement privilégient une adaptation de la main-d'oeuvre aux changements technologiques et organisationnels.

- ✓ Les programmes développés dans le cadre de la Commission canadienne de mise en valeur de la main-d'oeuvre dédoublent les programmes québécois de formation de la main-d'oeuvre.

La faible implication des entreprises

- ✓ Malgré l'intérêt marqué pour la formation dans les entreprises canadiennes et québécoises, celles-ci investissent peu en formation et lorsqu'elles en font, elles privilégient une formation de courte durée et de type adaptatif.

- ✓ Malgré l'existence de programmes gouvernementaux de formation et de mesures incitant les entreprises à développer une culture de formation, ces dernières manifestent une enthousiasme limité pour les programmes élaborés.

- ✓ Le développement de la formation sur mesure a cependant permis une adaptation des établissements d'éducation aux besoins des entreprises et a favorisé le recyclage et le perfectionnement des travailleuses et travailleurs, notamment par la mise en oeuvre de plans de formation au sein des milieux de travail.

⏩ *L'offre de formation en développement de la main-d'oeuvre*

✓ Pour les travailleuses et les travailleurs en emploi, la formation est accessible dans la mesure où l'employeur s'implique et favorise la formation de ses ressources humaines.

✓ L'implication syndicale dans le champ de la formation professionnelle peut favoriser la négociation de conditions permettant aux travailleuses et travailleurs d'avoir accès à une formation correspondant à leurs besoins.

✓ La main-d'oeuvre, en emploi ou sans emploi, devrait avoir accès non seulement à du perfectionnement et à du recyclage, mais aussi à de la formation de base et à une formation complémentaire *qualifiante* leur permettant de faire face aux nouvelles réalités du marché du travail et de la société.

⏩ *L'implication des entreprises*

✓ L'implication des entreprises dans la formation devra être davantage stimulée. Les milieux de travail sont appelés à contribuer directement au relèvement général des compétences de la main-d'oeuvre, et non seulement de celles des travailleuses et travailleurs des secteurs compétitifs de l'économie déjà favorisés.

✓ Le partenariat qui se met en place entre l'école et les entreprises devra tenir compte des objectifs plus larges des réseaux éducatifs et des besoins variés de la main-d'oeuvre, avec ou sans emploi.

RAPPEL

LE FINANCEMENT DES SERVICES ET DES PROGRAMMES

Un modèle marqué par l'incohérence

✓ Les ressources financières en éducation des adultes sont très importantes: elles représentent environ deux milliards de dollars. L'État en fournit plus de 85%, et les entreprises à peine 10%. (CSE, 1994)

✓ Le financement public rencontre principalement les besoins en main-d'oeuvre ou des entreprises. Le financement de la réponse aux besoins de la main-d'oeuvre ou de la population adulte en général est limité et concentré sur la formation scolarisante à temps complet.

✓ Le modèle de financement de l'éducation des adultes repose sur les priorités changeantes et parfois contradictoires des différents bailleurs de fonds. Il privilégie un financement à la pièce.

On donne priorité au développement des ressources humaines, mais on limite au même moment l'accès à la formation de base par la fermeture de l'enveloppe budgétaire dans les commissions scolaires.

On reconnaît une priorité au perfectionnement des travailleurs, mais on n'accorde pas de financement pour la formation professionnelle et technique à temps partiel.

Les personnes moins scolarisées et les prestataires d'aide sociale sont contraintes de s'inscrire à des activités de formation, alors que l'on contingente les places en alphabétisation et en formation générale.

Alors que les gouvernements prétendent mettre la priorité sur les mesures de prévention sociale, on opère des coupures aux subventions des groupes d'éducation populaire et d'action communautaire qui jouent ce même rôle.

ENJEUX

LE FINANCEMENT DES SERVICES ET DES PROGRAMMES

⏭ *Une cohérence à retrouver*

✓ Le financement de l'éducation des adultes doit permettre à toute personne qui le souhaite de poursuivre sa formation, quel que soit son objectif.

✓ Ce sont les adultes et leurs besoins qui doivent déterminer l'allocation des ressources.

⏪ *Une absence de vision globale*

- ✓ L'absence de vision globale ne permet pas de développer une offre de formation adaptée à l'ensemble des adultes, à la diversité de leurs besoins et de leurs cheminements éducatifs. L'inégalité d'accès à la formation élargit le fossé entre les personnes plus scolarisées et les plus démunies.

- ✓ L'instabilité, les dédoublements, la marginalisation ou l'oubli marquent des secteurs entiers de formation, notamment l'éducation non formelle.

- ✓ Le déséquilibre va en augmentant entre les objectifs économiques qui sont privilégiés et les objectifs sociaux et culturels qui sont marginalisés.

⏭ *Pour une vision globale*

✓ Le financement doit privilégier la formation à perspective large et à long terme, et non seulement une adaptation de courte vue.

✓ Le financement doit contribuer essentiellement au développement de services à la population. On doit éliminer le gaspillage administratif.

✓ Le financement doit viser à réduire les inégalités sociales et économiques, notamment en favorisant le développement de l'éducation populaire et de l'action communautaire.

QUESTIONNEMENT

- Nous avons souligné, dans la deuxième partie, l'importance de la participation des adultes à la formation à l'intérieur des réseaux éducatifs, ainsi que les obstacles qu'ils rencontrent sur leur chemin.

  - Quelles devraient être les perspectives à mettre de l'avant pour favoriser un accès équitable des adultes à l'éducation?

  - Comment définiriez-vous cette accessibilité?

- Les gouvernements ont adopté des politiques axées sur l'adaptation de la main-d'oeuvre dans le but d'ajuster l'offre de main-d'oeuvre à la demande du marché du travail.

  - Considérez-vous que l'éducation des adultes est sur-déterminée par l'évolution de l'économie?

  - Partagez-vous notre critique du courant utilitariste en éducation?

  - Comment resituer, dans ce nouveau contexte, les pratiques andragogiques?

- La refonte des politiques sociales et éducatives initiée par le gouvernement fédéral aura des impacts importants sur le système d'éducation québécois et les institutions d'enseignement.

☞ Que pensez-vous de la mise en oeuvre d'une perspective plus centralisatrice en éducation?

☞ Quel rôle voyez-vous à la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre dans la coordination des efforts de développement de la main-d'oeuvre?

☞ Comment en arriver à intégrer les programmes d'employabilité dans une structure de gestion de l'ensemble des programmes?

✗ Que pensez-vous de l'implication des entreprises dans le développement de la formation?

☞ Avez-vous été témoins d'expériences de partenariat entre l'école et l'entreprise? A l'intérieur d'une région?

☞ Quel type de partenariat devrait-on mettre en oeuvre en éducation?

✗ Que signifie pour vous le concept de formation continue?

RAPPEL

ÉDUCATION, MÉDIAS ET NOUVELLES TECHNOLOGIES

L'éducation et les nouvelles technologies de l'information et des communications (NTIC)

- ✓ L'utilisation et l'intégration des nouvelles technologies de l'information et des communications ne sont pas encore prises en compte par le système d'éducation.
- ✓ L'autoroute électronique qui se met en place, grâce à l'intégration du son, de l'image, du courrier électronique et de la télécopie, permet des applications spectaculaires dans les domaines de l'enseignement et de la formation à distance.
- ✓ Les nouveaux services multimédias interactifs sont développés par des conglomérats privés, dans un contexte de déréglementation.
- ✓ Une convergence croissante s'établit entre la formation à distance, la télétravail et la téléconsommation.

ENJEUX

ÉDUCATION, MÉDIAS ET NOUVELLES TECHNOLOGIES

L'éducation et les nouvelles technologies de l'information et des communications (NTIC)

- ✓ Avec les nouvelles technologies de l'information et des communications (NTIC), la formation à distance peut devenir le moyen privilégié permettant d'accroître l'accès des adultes à la formation continue. En travaillant à la mise en place de réseaux et de services multimédias éducatifs, de type public ou coopératif, l'État et les institutions éducatives pourraient assurer la qualité des contenus.

- ✓ Pour les francophones, il sera impératif de s'assurer de l'alimentation de ces nouveaux services multimédias en contenus diversifiés et de qualité, en français.

- ✓ Le développement de l'autoroute électronique risque d'accentuer la tendance à l'intégration de l'éducation dans la sphère du marché, par la mise en marché de services éducatifs payants multimédias.

- ✓ En raison de la déréglementation, les ressources financières risquent de peser de plus en plus sur la détermination du contenu et sur leur accès.

- ✓ L'intégration des nouvelles technologies de l'information et des communications (NTIC) à l'école devient un élément essentiel pour favoriser le développement d'une culture scientifique et technologique.

⏪ *L'interaction entre l'éducation et les médias*

- ✓ Dans une perspective d'éducation et de formation continue, les médias jouent un rôle grandissant.
- ✓ Les médias de masse et les médias spécialisés sont appelés à prendre le relais de l'école en ce qui a trait à l'information civique et aux connaissances de nature scientifique et technologique.
- ✓ Pour une partie importante de la population, les médias demeurent le seul moyen d'accéder à l'information et à la culture. Le potentiel éducatif et culturel des médias est sous-développé.
- ✓ L'imaginaire collectif, les valeurs et le modèles de comportements sont de plus en plus façonnés par les médias.

⏩ *L'interaction entre l'éducation et les médias*

- ✓ Il faudrait pouvoir développer davantage d'interaction entre les médias et le système d'éducation.
- ✓ Il faut éviter que l'éducation devienne le seul «créneau» de services spécialisés, et que la mission éducative des médias soit abandonnée.
- ✓ La nécessité se fait sentir de redonner à l'information son sens civique et de renforcer le rôle éducatif et culturel des médias. L'éducation critique aux médias est à développer.
- ✓ Le statut de service public des médias électroniques doit être préservé.
- ✓ La réponse aux besoins des adultes de comprendre les enjeux de société et le monde en changement pourrait être davantage assumée par les médias.

QUESTIONNEMENT

Éducation, médias et nouvelles technologies

☒ Avec la mise en place de l'autoroute électronique, la formation à distance et le téléenseignement vont connaître une croissance fulgurante.

☞ Selon vous, ces nouvelles technologies de l'information et des communications peuvent-elles contribuer à contrer le développement d'une société à deux vitesses sur le plan de l'information et du savoir? Comment?

☞ Quel rôle l'État et les institutions d'enseignement devraient-ils assumer relativement au développement de ces nouveaux services d'éducation à distance?

☞ Le téléenseignement représente-t-il, à vos yeux, une menace ou un moyen complémentaire d'éducation?

Autres moyens de formation 50

✗ Dans nos sociétés de plus en plus complexes où les connaissances et les informations se renouvellent sans cesse, ne faudrait-il pas revoir les liens entre l'information et l'éducation, notamment dans le domaine de la culture scientifique et technologique ainsi que civique?

☞ Comment expliquer le cloisonnement existant entre le monde de l'éducation, celui des médias et celui des associations?

☞ Comment concevez-vous aujourd'hui le rôle éducatif des médias?

RAPPEL

ÉDUCATION ET ALPHABÉTISATION POPULAIRES

- ✓ L'éducation des adultes s'est d'abord développée dans les organismes volontaires, groupes communautaires et syndicats.
- ✓ L'éducation populaire rejoint principalement les personnes vivant des situations d'exclusion et de discrimination.
- ✓ L'éducation populaire représente un modèle éducatif alternatif de plus en plus pertinent.

  Elle aborde les personnes dans leur totalité, et cherche à leur donner la maîtrise de leur cheminement d'apprentissage.

  Elle intègre les divers aspects de la formation: l'enrichissement culturel, le développement des compétences pour l'insertion sociale et professionnelle ainsi que l'exercice des responsabilités des citoyennes et des citoyens.
- ✓ Elle fournit aux personnes des outils pour comprendre, s'exprimer et agir afin de reprendre le contrôle sur leur vie et sur le développement de leur milieu.
- ✓ Les organismes volontaires sont les principaux lieux d'apprentissage à la vie démocratique.
- ✓ Ces activités sont de moins en moins reconnues par l'État et par le système formel d'éducation, à moins de se soumettre aux priorités et aux approches des administrations publiques.
- ✓ Suite au désengagement de l'État et au dépeuplement des régions rurales périphériques, le tissu social se désagrège dans nombre de communautés.

ENJEUX

ÉDUCATION ET ALPHABÉTISATION POPULAIRES

- ✓ L'éducation et l'alphabétisation populaires représentent pour beaucoup d'adultes le seul moyen de se sortir du cercle vicieux de la dépendance et de l'exclusion et de participer à la vie démocratique.
- ✓ Il s'agit là d'un fait de société capital, car la vie associative représente un des principaux piliers de la démocratie. Et l'éducation populaire est le principal carburant de cette vie associative.
- ✓ Le financement de l'éducation populaire est menacé de disparition. La reconnaissance par l'État de son rôle social, économique et culturel constitue un défi majeur à relever pour le secteur communautaire, et nécessitera l'appui des divers acteurs sociaux.
- ✓ Le développement de la vie associative, la revitalisation et la reprise en charge des communautés ainsi que la revalorisation du développement local peuvent contribuer à contrer la dualisation de la société.
- ✓ Les organismes d'éducation populaire sont amenés à investir de plus en plus de nouveaux champs d'intervention sociale, culturelle et économique.

QUESTIONNEMENT

Éducation et alphabétisation populaires

- Quel apport reconnaissez-vous à l'éducation et à l'alphabétisation populaires face aux besoins éducatifs des adultes?

  - Quelle place occupent-elles à votre avis dans la vie démocratique?
  - Ont-elles un rôle particulier à jouer face à l'exclusion?

  - L'éducation et l'alphabétisation populaires ont-elles un rôle à jouer dans le développement régional?

- Croyez-vous que le développement de l'éducation populaire doit faire partie de la mission de l'État et plus particulièrement de ses responsabilités en éducation? Quel soutien l'État devrait-il apporter aux institutions et aux organismes populaires et syndicaux qui sont actifs en éducation populaire?

- Quels défis les organismes sociaux doivent-ils relever pour continuer d'assurer la promotion collective des milieux populaires?

- Quels liens les institutions d'enseignement devraient-elles entretenir avec les groupes communautaires de leur milieu?